

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 206 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 159
du 22 oct. au 4 nov. 1973

LE NUMERO :
0,80 F

Après le Chili, place au « communisme des gens bien »

L'opportunisme, qui est un phénomène matériel et non subjectif, pouvait-il réagir aux événements du Chili autrement qu'il l'a fait, en criant : « l'Unité Populaire a été tuée sans coup férir, vive l'Unité Populaire ! » ?

En vérité, le putsch chilien a trouvé les partis « communistes » européens engagés dans une opération qui, par l'ampleur des embrassades et la variété des contorsions dans l'éventail des « forces démocratiques », dépasse de loin les expériences de feu l'Unité Populaire.

Dans l'appel qu'ils ont lancé le 18 septembre dans la Ville Eternelle, les représentants des partis qui formaient le gouvernement multicolore d'Allende revendiquaient comme une conquête « historique » — conquête détruite quelques jours plus tôt, c'est vrai, mais destinée à renaître de ses cendres comme le phénix — « un gouvernement légal, pluraliste, à plusieurs composantes, formé par une vaste coalition de forces différentes, marxistes, chrétiennes, rationalistes, indépendantes », et voyaient en lui le modèle de la « voie pacifique et démocratique au socialisme ». De son côté, quelques jours avant le putsch, Volodia Teitelboim déclarait : « Oui, des erreurs ont été commises par ceux qui ne voient pas que la révolution se fait par étapes et qui croient qu'elle commence par la fin » alors que, pour des « communistes » modèle stalinien, la révolution commence « par le début », c'est-à-dire par

des réformes graduelles, constitutionnelles, respectant Dieu et la loi, puisqu'il s'agit — comme le précise le programme de 1966 du P.C. chilien — d'« aller vers une première étape de la révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique (?) et de permettre par des transformations successives, le passage à de nouveaux rapports de production ». Au même moment, le secrétaire du P.C. français, G. Marchais, lançait au monde, sous la forme d'un beau petit livre rempli de belles pensées, son *Défi démocratique*. La concordance de ces faits n'était pas pure coïncidence, comme on pourrait le croire, mais une manifestation de la divine providence impatiente de tenir sur les fonts baptismaux l'union sacrée groupant « marxistes, chrétiens, rationalistes et indépendants ». C'était l'annonce du paradis inscrit dans les tables sacrées d'un « socialisme à visage humain » marque bleu-blanc-rouge. Lisons-en quelques lignes.

tions suivantes : la démocratie, pour être forte et viable, doit être « véritable » !), la réaction étouffe et perd la face ». Dans le lointain Chili, le « débat d'idées » a-t-il fini — comme le veut l'histoire — dans la soumission des interlocuteurs à la domination de l'épée ? Eh bien, « nous voulons critiquer les idées que nous estimons fausses et dangereuses, faire avancer les idées que nous estimons justes et progressistes, par le débat, le débat loyal, sérieux, libre ». Mais, fera remarquer quelqu'un dans la salle, que disait-on avant les « événements chiliens » ? Et que dit-on après ? « Communistes » français et italiens réunis autour de studieuses tables rondes répondent : La « voie du socialisme » passe plus que jamais par la démocratie, la loi, la non-violence ! Ce qu'il faut même, c'est « durcir » cette ligne. Et *France Nouvelle*, l'hebdomadaire du P.C., explique dans le numéro du 18-24 septembre que cela signifie « plus que jamais convaincre notre peuple que la légalité et la démocratie sont du côté de la classe ouvrière », que « l'extension des libertés est le meilleur moyen de lutter contre la subversion et le coup de force,

(Suite page 4.)

Le Moyen-Orient en flammes

La guerre du Moyen-Orient réduit une fois de plus à néant le mythe trompeur de la coexistence pacifique, avec tout son arsenal hypocrite d'accords internationaux, d'assemblées, de commissions d'enquêtes, de médiateurs, de diplomatie bipolaire, de prières au Bon Dieu et d'appels aux « hommes de bonne volonté ».

C'est l'impérialisme qui, il y a plus d'un demi-siècle, a jeté dans cette aire la semence de l'antagonisme permanent ; c'est lui qui la fait lever aujourd'hui en masquant sous des prétextes idéologiques le cynisme brutal de ses intérêts économiques, politiques et militaires.

Le vrai problème, que plusieurs dizaines d'années de pénétration impérialiste dans l'immense aire de l'ex-Empire ottoman ont rendu tragique, c'est le problème des masses paysannes déracinées et plongées dans la misère et du prolétariat naissant, le problème de l'exploitation et de la faim ; quel que soit le résultat de la guerre, ce problème-là ne sera pas résolu par un conflit entre Etats dont l'hostilité et la rage guerrière sont à la mesure du caractère artificiel de leur création. Les masses ne font que servir de pions au jeu hypocrite d'une « unité arabe » faite d'oppositions insurmontables, et de prétexte à l'avidité expansionniste israélienne. Massacrés aussi bien par Israël que par les Etats « frères » arabes, ce sont les feddayin qui tombent désarmés sous le feu meurtrier des armes ultra-modernes sur les hauteurs du Golan ou dans le désert du Sinaï ; ce sont eux les victimes de la guerre comme de la paix, d'hier comme de demain, les damnés de la terre et du ciel.

Quel que soit le « vainqueur », quelle que soit la solution militaire ou diplomatique qui l'emporte, il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que l'impérialisme mondial, et avec lui les bourgeoisies locales et les classes dominantes étroitement liées — ne serait-ce que comme fournisseurs de matières premières, et quelle que soit leur configuration sociale — à la survie de l'ordre capitaliste mondial, n'auront pas été renversés par une gigantesque vague de classe unissant enfin les prolétaires des métropoles capitalistes de l'Ouest et de l'Est aux masses rurales et urbaines aujourd'hui encore jetées par leurs exploités les uns contre les autres au nom du sang, de la race ou de la religion.

D'ici là, inéluctablement, il n'y aura que le fer et le feu, sans aucune lueur d'espoir : comme hier, comme aujourd'hui.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Syndicats « civilisés » et grèves « sauvages »

La vague de grèves « sauvages » qui a submergé l'Allemagne dans les derniers mois mérite d'être mise en relief, et ceci d'autant plus que très vite elle a été recouverte d'un voile de silence. Nous en donnons ici un tableau général, sans insister sur les petits brandons qui se rallument encore aujourd'hui de-ci de-là.

Depuis la crise de 1966-67, les capitalistes de la République Fédérale Allemande jouissent d'une conjoncture favorable qui, dans les derniers mois de 72 et les premiers de 73, atteint des proportions proprement ahurissantes : aussi bien en ce qui concerne la masse des profits que le volume des commandes. Ce dernier, en effet, dépasse de 45 % celui de 1972, et dans le premier trimestre de 1973, les profits ont augmenté en moyenne de 17 à 22 %, et ceci si on s'en tient aux chiffres officiels ; car en analysant les bénéfices annoncés par certains complexes industriels, on trouve par exemple 50 % pour la DEMAG et la KLOECKNER-HUMBOLDT-DEUTZ, 80 % pour OPEL, 25 % pour l'AFG, 37 % pour la MAN et HOECHST, 22 % pour VW et BMW, etc.

Face à cette augmentation incroyablement des profits, le prolétariat allemand n'a obtenu aucune augmentation réelle de salaire depuis quelques années, grâce à l'étatisation de fait sinon formelle des syndicats, et cette tendance s'est encore accentuée cette année. En 1971, l'augmentation réelle a été de 0,7 % et elle est tombée à 0,4 % en 1972 ; pour 1973, selon les calculs du *Handelsblatt* (porte-parole du capital financier) les ouvriers ne

touchent en réalité que 0,56 mark sur chaque mark d'augmentation nominale, le reste étant pris par les augmentations progressives des impôts et des « assurances sociales ». Tandis que le coût de la vie a augmenté officiellement de 7,8 % et la productivité de 12 %, l'ouvrier allemand ne touche donc en fait que 56 % de son augmentation de salaire. Les syndicats ont négocié un accord qui comporte une hausse des salaires de 8,5 % ; mais pour

que l'ouvrier touche effectivement 8,5 % de plus, il faudrait une augmentation nominale de 20 %.

Pour comprendre le déroulement de la comédie mise en scène chaque année par les syndicats, les patrons et le gouvernement, il faut rappeler que, justement, elle se répète ponctuellement tous les ans. Le premier acte se déroule dans la coulisse : gouvernement, patrons et syndicats se réunissent et concoctent en secret le taux de l'augmentation (« action concertée »). Mais comme il faut sauver « l'autonomie » apparente des parties en cause dans les prochaines « luttes », ce chiffre est publié comme taux *conseillé* par le gouvernement (en octobre, le ministre Schmidt parlait de 8 %).

Vaise contractuelle

Ensuite, les associations patronales poussent des cris de goret devant les exigences des ouvriers et des syndicats : les augmentations de salaires demandées conduiraient à une baisse des profits telle qu'elle entraînerait une diminution des investissements, et donc la stagnation économique, des fermetures d'usines et, bien sûr, le chômage.

Car pour le capitalisme la crise de son économie est due à la voracité de ceux qui — pour pouvoir manger — passent leur vie à vendre l'unique marchandise dont ils disposent, leur force de travail, c'est-à-dire les ouvriers. Il faudrait bien qu'ils comprennent que la cause de tous les maux (hausse des prix,

fermetures d'usines, crises économiques, etc.) réside dans les « hauts salaires » : donc, pas de hausse de salaires ! Par conséquent, lorsque l'économie marque le pas comme en 66-67, c'est un crime de demander des augmentations qui pourraient entraîner la ruine des tondeurs de coupons, et tant pis si un million de chômeurs payent à leur place ; mais si la conjoncture redevient favorable, l'augmentation de salaire est tout aussi criminelle car elle menace cette splendide conjoncture.

Ce qui est sûr, c'est que les capi-

(Suite page 4.)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

VENDREDI 2 NOVEMBRE, à 20 h 45
 Salle Lancry, 10, rue de Lancry, PARIS (10^e)
 (métro République)

A propos du Chili :

AMERIQUE LATINE
 ET REVOLUTION MONDIALE
 DANS LA PERSPECTIVE
 DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

L'opportunisme et les luttes contre les licenciements

La première partie de cet article, parue dans le n° 158 du Proletaire, rappelait d'abord que le chômage est un produit naturel et inévitable du capitalisme. Elle s'attachait ensuite à montrer comment l'opportunisme réformiste, en répondant, devant cette tare incurable, aux appels à la solidarité dans l'économie nationale et dans l'entreprise lancés par la bourgeoisie, ne fait que s'aligner sur les intérêts de la bourgeoisie contre ceux du prolétariat.

Mais l'opportunisme réformiste n'est pas le seul mirage qui se présente aux ouvriers. Il traîne avec lui son « négatif », l'immédiatisme qui, sous ses variantes, lui présente sa solution : du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière et à l'autogestion. Qu'elle se présente comme solution immédiate, comme modèle de la société socialiste, ou encore comme revendication transitoire devant y mener, cette voie n'est qu'un cul-de-sac. Elle ignore la réalité fondamentale du capitalisme et, de ce fait, tend à la masquer. Lorsque, par exemple, les stalinien de L'Humanité Rouge parlent dans un tract à propos de Lip de « ce qui, pour la classe ouvrière, est tout naturel, vendre le produit de son travail... » ils montrent qu'ils considèrent le mercantilisme comme la forme naturelle de la production sociale, et fixent comme perspective historique au prolétariat... la production de marchandises.

Pour notre part et depuis quelque 125 ans, nous affirmons que, pas plus que la nationalisation par un gouvernement « démocratique », l'autogestion des entreprises par les ouvriers ne sortirait du cadre des rapports capitalistes.

Le communisme, en effet, n'a rien de commun avec une économie où des entreprises autonomes, propriétés de leurs ouvriers et administrées par eux, échangeraient (ou se vendraient réciproquement) leurs produits. Outre qu'une telle forme économique, qui transplanterait des rapports d'artisans dans la grande industrie, ne saurait exister, elle n'abolirait nullement la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, sur-

ce de toutes les contradictions du capitalisme. Le capitalisme qui a socialisé la production ne peut être dépassé qu'en réalisant la socialisation de l'appropriation, c'est-à-dire en retirant aux moyens de production, aux producteurs et aux produits le caractère de marchandises, de choses dont l'usage est subordonné à l'achat, pour les transformer en bien social.

Le communisme est aux antipodes du rêve petit-bourgeois du « les chemins de fer aux cheminots » et « les fromageries aux fromagers » !! Bien loin que che-

L'immédiatisme à la rescousse

Suivant les divers courants, cette conquête pourrait être plus ou moins graduelle. Ainsi, à propos de Lip ou de l'usine de chemises en Vendée, Rouge a dit que si la conquête d'une entreprise ne suffit pas pour libérer ses ouvriers, c'est à cause de l'ambiance capitaliste qui tendra à les couler; cela inciterait à la conquête des autres usines, de fil en aiguille, en quelque sorte; et lorsque les travailleurs contrôleront toutes les usines, ils découvriront qu'il reste encore un « gêneur » : l'Etat...

Ce processus imaginaire est théorisé par Rouge, par exemple, parallèlement à la revendication de la nationalisation (tous les chemins mènent à Rome, n'est-ce pas ?) : « Déjà de « petits Lip » naissent ça et là; qu'en serait-il de futurs « grands Lip »; qu'en sera-t-il si demain, dans les entreprises les plus importantes du pays, les ouvriers en viennent à poser ouvertement la question du contrôle ouvrier comme seule réponse possible aux licenciements massifs, à

minots et fromagers y échangent leurs produits (et suivant quels critères se ferait cet échange sinon sur la base de la « valeur d'échange ? »), fromages et transports seront des biens sociaux dont la production et l'utilisation seront déterminées non par les lois du marché mais par les besoins sociaux.

Toutes les théories « gestionnaires », de Proudhon aux immédiatistes en passant (mais oui !) par Staline, ignorent ou récusent les lois objectives qui régissent les rapports de production et en particulier les rapports mercantiles, pour affirmer la toute-puissance de l'Homme, du Citoyen ou de l'Ouvrier. En réalité elles défendent ces rapports, le marché et le salariat, contre le prolétariat, puisqu'elles lui fixent comme but de conquérir, sans abolir ces rapports, l'appareil productif.

l'accélération des cadences, ... à la gabegie capitaliste... Qu'en sera-t-il enfin si les travailleurs savent s'organiser pour défendre leur lieu de travail (!), leur lieu d'habitation contre les agressions policières du pouvoir ? » (Supplément au N° 218 de Rouge). Contrôlons les usines, et défendons-les si l'Etat les attaque, voilà ce que ces gens appellent révolution !

Lutte ouvrière (N° 263) déclare de son côté : « Oui, les travailleurs doivent traduire leurs aspirations en termes politiques... C'est la politique que les travailleurs de Lip ont commencé à mener à leur échelle, et qui doit, en cas de crise économique [seulement ? NdR], être reprise par l'ensemble de la classe ouvrière. Alors que... la crise monétaire permanente menace de plus en plus de se transformer à court terme en une grave crise économique, la classe ouvrière ne doit pas accepter de faire les frais d'un système incohérent organisé pour le seul profit des patrons. Elle doit imposer

son contrôle sur les entreprises, sur l'économie dans son ensemble : ce qu'ont fait ceux de Lip, elle doit, s'il en est besoin [sic !], le refaire à l'échelle du pays. »

Nos trotskistes croient-ils encore qu'il s'agit ici de mots d'ordre « de transition » (vers quoi ??) et non de l'illusion réformiste d'un contrôle ouvrier qui permettrait de résoudre la crise économique ? Peu importe ce qu'ils croient, l'important c'est ce qu'ils disent !

Nous ne contestons nullement qu'au cours de la lutte révolutionnaire le prolétariat puisse être amené à faire marcher la production, sabotée par la bourgeoisie, pour éviter un chaos économique total. Mais il faut justement combattre d'avance les illusions qu'une telle situation pourrait faire naître, et affirmer avec la plus grande intransigence que le prolétariat ne peut véritablement contrôler et diriger l'économie qu'en y intervenant despotiquement contre les lois du marché et de l'échange équitable, que cette intervention ne jaillit pas localement mais exige une direction centrale, et qu'elle n'est possible que si le prolétariat exerce sa dictature sur toute la société. C'est pourquoi l'enjeu de la lutte des classes n'est pas la propriété des usines, mais le pouvoir politique. Le « contrôle ouvrier » commence avec la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat dirigée par le Parti.

Les luttes ouvrières sont provoquées par les conditions de vie et de travail, en réaction parfois immédiate et locale aux attaques du

capital. Notre tâche de Parti est d'intégrer ces luttes et de les élever à la lutte politique générale pour le pouvoir. Pour cela il faut déjouer les pièges tendus par la bourgeoisie, et surtout, combattre implacablement les fausses solutions et les perspectives traîtresses des opportunistes.

Ce qui distingue le mouvement communiste, ce n'est pas la découverte de formes de lutte spécifiques dans un antagonisme social face à une oppression de classe. Il sait, bien au contraire, que seul le renversement de la domination bourgeoise et donc du régime capitaliste pourra éliminer cette oppression pour toujours. Dans les luttes immédiates — et dans la lutte ouvrière contre les licenciements et surtout contre leurs conséquences — à travers les mille aspects spontanés qu'elles peuvent prendre, les communistes ne prétendent pas posséder de formule infaillible pour vaincre. Leur rôle spécifique — mais non le seul — est d'introduire la propagande révolutionnaire dans chaque épisode de la lutte économique, et de développer chez les travailleurs une conscience politique et de classe.

En particulier, dans des conditions de crise sociale et politique généralisée, quand la société bourgeoise est incapable même d'assurer l'existence de la classe ouvrière, la lutte contre les licenciements et leurs conséquences peut constituer — comme par le passé — une source immense d'énergie révolutionnaire qui pourra être utilisée pour l'attaque des lignes de défense du capitalisme.

La lutte contre les licenciements

Dans une telle situation de cataclysmes généraux de la société bourgeoise, voici ce que le jeune Parti Communiste d'Italie dirigé par notre courant écrivait en 1921 dans ses directives d'action syndicale concernant justement cette question de la lutte contre le chômage :

« La fermeture des entreprises, l'insuffisance des mesures gouvernementales en matière de subventions et de concessions de travaux publics, l'illusion de pouvoir obtenir des interventions plus efficaces de l'Etat par la voie parlementaire et collaborationniste — comme l'espèrent les dirigeants syndicaux opportunistes —, la docilité de ces derniers devant l'offensive des patrons contre les conventions arrachées par les travailleurs, voilà autant de données dont nous devons montrer la véritable signification. Nous devons expliquer que selon notre tactique révolutionnaire, ces problèmes ne peuvent être résolus de façon radicale que par la conquête du pouvoir par le prolétariat, que le fait qu'ils sont évidemment insolubles doit être utilisé pour amener précisément les masses à cette conviction et pour intensifier parmi ces masses la préparation révolutionnaire, alors que les réformistes, pour éviter cela, trompent les travailleurs en affirmant qu'il existe une possibilité de résoudre les difficultés de la crise présente dans le cadre du régime actuel. Il est important de démontrer qu'avec une telle politique les dirigeants syndicaux opportunistes ne réalisent rien d'utile aux masses de façon concrète, et qu'ils font passer leurs thèses collaborationnistes et pacifistes non seulement avant l'intérêt de la révolution, mais aussi avant les intérêts

immédiats des travailleurs, en renonçant, de peur de troubler leurs manœuvres et leurs ententes politiques avec des groupes bourgeois, à l'emploi de la force syndicale du prolétariat pour le combat contre l'offensive patronale, qui pourrait être engagé quand on serait vraiment décidé à le mener à fond, sur le terrain politique. Ceci ne sera possible qu'en délogeant les défaitistes de la direction des masses prolétariennes organisées, et ces arguments doivent être employés pour attirer les plus larges couches de travailleurs dans la lutte contre les dirigeants syndicaux opportunistes.

La question du chômage, ... de notre point de vue, ... devient une question exclusivement politique. Il faut développer la critique des palliatifs que proposent les réformistes. L'Etat bourgeois auquel ils s'adressent ne peut remédier à la situation tragique dans laquelle se trouvent des masses de sans-travail que par des mesures inefficaces ayant un caractère de bienfaisance. Du point de vue de classe, on ne peut avancer qu'une seule solution, celle du principe du remplacement des allocations par le paiement du salaire intégral au chômeur légitime en fonction du nombre de membres de sa famille. Ce principe, qui est un stade élémentaire vers l'économie socialiste, est incompatible avec l'existence du pouvoir bourgeois, et serait une réalisation immédiate du pouvoir prolétarien qui, entamant à fond les privilèges du capital, établirait l'élimination de toute inégalité de condition entre les travailleurs, sur la base de l'obligation sociale du travail. » (Il Comunista, 7 août 1921.)

Telle était, telle reste notre position, de principe comme de tactique.

La main dans le sac

Les falsifications auxquelles l'opportunisme a recours pour justifier son pacifisme et son légalisme ont atteint, avec les massacres du Chili, de nouveaux records. Avant la réaction blanche, le PC présentait l'armée chilienne comme une armée de conscription, parfaitement populaire et démocratique dans son recrutement, et donc — ainsi le veut la logique typique du crétinisme démocratique — parfaitement légaliste dans son comportement; elle était même devenue, à en croire la presse opportuniste, le plus sûr rempart du gouvernement Allende contre les « factieux ». Aussitôt après les événements de septembre, qui infligeaient un démenti sanglant à toutes leurs perspectives renégates (en particulier sur la « démocratisation de l'armée et de la police » prônée dans le Programme Commun) les dirigeants du P.C. ont cyniquement pris le contre-pied de leurs affirmations antérieures, en transformant brusquement l'armée chilienne en « armée de métier ». Qu'on en juge :

AVANT : France-Nouvelle du 9-15 novembre 1971, p. 22 :

« ... l'armée, à la différence de nombreuses armées d'Amérique latine, est « légaliste » : la bourgeoisie chilienne n'ayant pas eu besoin d'elle pour établir son pouvoir. Plus démocratique dans son recrutement à la base (service militaire obligatoire de deux ans) et dans son état-major (des officiers viennent des couches moyennes), elle n'est pas prête dans sa grande majorité à se lancer dans une aventure brésilienne ou bolivienne... même si une fraction minoritaire, ultra-réactionnaire liée à la CIA ne reculerait devant aucune méthode pour faire aboutir ses desseins. » (souligné par nous).

APRES : Déclaration de Paul Laurent rapportée dans L'Humanité du 22 septembre 1973, p. 4 :

« Il y a aussi de grandes différences entre la France et le Chili dans ce domaine. L'armée chilienne est une armée de métier, totalement. Tous ceux qui la composaient étaient des militaires de carrière, déjà en grande partie militaires au moment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Allende.

Or il y a là une différence tout à fait considérable avec notre pays. La situation française d'aujourd'hui, sans parler de la suite, c'est qu'il y a encore une majorité de militaires du contingent dans les rangs de l'armée » (souligné par nous).

On comprend que pour justifier ses théories devant la dramatique clarté des événements chiliens, le PCF ne puisse plus avoir recours qu'au mensonge pur et simple. En fait, l'armée chilienne n'est pas une armée de métier, mais bien ce que la mythologie petite-bourgeoise appelle une armée « démocratique » avec conscription, comme le confirme l'annuaire des forces militaires publié par l'Institut International d'Etudes Stratégiques de Londres (The Military Balance 1973-1974) : le service militaire y est de 12 mois... comme en France, M. Laurent ! L'auteur d'un ouvrage récent sur le Chili, A. Labrousse, confirme également le fait dans le Monde diplomatique d'octobre 1973 : « Contrairement à ce qui est fréquemment affirmé, l'armée chilienne n'est pas une armée de métier. » Cet auteur va même plus loin, en expliquant que « jusqu'à une date récente, seuls les jeunes gens des classes modestes faisaient leur service militaire. A partir de 1972, celui-ci s'est quelque peu élargi » (souligné par nous).

C'est donc bien une armée de recrutement populaire qui a rem-

pli, au Chili, sa fonction d'organe de répression au service des classes dominantes. Seul l'opportunisme, infecté jusqu'à la moelle par la pourriture démocratique qui lui fait analyser les organes de l'Etat en termes de représentation sociologique, peut s'en étonner ou falsifier les faits pour ne pas le voir. Pour le marxisme, l'armée, qu'elle soit « démocratique » ou prétorienne, ne peut être autre chose que le bras armé de l'Etat des classes dominantes; c'est précisément la raison pour laquelle elle ne peut être « démocratisée » mais doit être détruite, en même temps que l'Etat dont elle est une des pièces maîtresses. Les communistes ne sont certes pas indifférents au mode de recrutement de l'armée, non pour y chercher on ne sait quelles garanties de « légalisme » au-dessus des classes, mais uniquement dans la mesure où l'origine populaire d'une armée de conscription peut y rendre plus faciles leurs tâches d'agitation et de propagande, et donc de désagrégation de la force militaire de l'ennemi de classe, tout en enseignant aux prolétaires la technique militaire qu'ils pourront mettre au service de leurs propres objectifs de classe. Une telle désagrégation est inconcevable dans un processus légal et pacifique respectant scrupuleusement l'ordre bourgeois : elle n'est possible qu'au cours d'épisodes de guerre civile, que si les soldats sentent le caractère inéluctable d'une lutte à mort entre les classes antagonistes (voir l'extrait de Trotsky publié p. 3), que si la classe ouvrière est armée et dirigée par un parti d'acier, résolu à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'écrasement militaire et politique de l'ennemi de classe et la répression terroriste sur la bourgeoisie vaincue, en passant par la constitution de l'armée rouge, c'est-à-dire l'armée de classe du prolétariat.

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

1. Communisme et fascisme, 158 p. 8,00 F
2. Parti et classe, 60 p. en réimpression
3. Le principe démocratique, 24 p. 1,50 F
4. Eléments d'orientation marxiste — Les trois phases du capitalisme — Guerres et crises opportunistes, 52 p. 4,00 F
5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme »), 100 p. 5,00 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 62 p. 4,00 F

Commandes au « Proletaire »

L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois et de la dictature

L'article que nous publions ici fait partie d'une série de trois articles — les deux autres s'intitulant « Le problème du pouvoir » et « L'usage de la violence » — parus dans les nos 13, 16 et 20 de février 1921 de « Il Comunista », organe central du Parti Communiste d'Italie. Le peu de place dont nous disposons nous oblige malheureusement à les publier en plusieurs fois et non pas ensemble comme il aurait convenu de le faire, car ils forment un triptyque dont les volets sont inséparables. Ces articles traitent de questions vitales et centrales de notre doctrine sans jamais se départir de la plus grande rigueur dans la formulation.

Il est inutile de s'appesantir (et les lecteurs s'en apercevront facilement) sur le fait que les adversaires de notre vision du processus révolutionnaire sont les mêmes aujourd'hui qu'hier et raisonnent de la même manière, à cette différence près que socialistes et « communistes » sont tombés bien au-dessous du niveau, ne disons pas des serratistes et autres maximalistes, mais même des social-démocrates de cette époque. Pour notre part, nous n'avons pas changé une virgule à un programme qui était et doit toujours être considéré comme invariable, ou cesser de s'appeler communiste.

LA PRISE DU POUVOIR

Quand les formidables événements de Russie mirent en pleine lumière les thèses fondamentales de la pensée marxiste révolutionnaire dans l'ensemble du mouvement mondial du prolétariat — thèses avec lesquelles, il faut le répéter, la gauche antirévionniste de la II^e Internationale n'avait jamais perdu le contact, du moins sur le plan théorique —, partout s'est posé le problème suivant : accepter ou non la conquête violente du pouvoir, la dictature du prolétariat, la destruction du mécanisme parlementaire et son remplacement par le système des conseils ouvriers. Dans un premier temps, en Italie par exemple, le nombre de ceux qui acceptèrent ces thèses fut considérable. Mais vinrent bientôt, sous l'effet d'une série de causes sociales et historiques, les doutes, les hésitations, les interprétations personnelles et tendancieuses des points fondamentaux de la méthode de l'Internationale renaissante. Cette première vague d'enthousiasme a montré qu'elle était loin d'avoir eu des conséquences positives. Mais en même temps, se formait, avec un travail plus sérieux et une plus grande efficacité, une véritable conscience de la méthode communiste dans les groupes qui ont mené à la constitution de notre parti.

Il s'agit maintenant de bien voir ce qu'il faut entendre par acceptation de la méthode communiste. Et c'est là le problème central qui s'est présenté en Italie et qui a été résolu à Livourne ; cependant la solution apportée au niveau de l'organisation du parti n'exclut pas la nécessité d'une clarification face à la campagne anticommuniste menée quotidiennement à coups de déclarations de foi communiste par ceux qui désormais sont hors du communisme dans la doctrine comme dans l'action, et alimentée par le travail de sape auquel se livrent habilement ceux qui sont restés dans la droite du parti même dans la vague d'enthousiasme et qui essaient de tirer profit du reflux de l'exaltation première en prétendant y voir la preuve de l'échec de la théorie et de la pratique de la III^e Internationale.

Il faut dire avant tout que la méthode communiste n'est pas réellement acceptée quand cette acceptation repose seulement sur la reconnaissance du fait qu'elle a été mise en pratique en... Russie (où cette application s'est faite sans attendre l'autorisation de nos « communistes » indécis) ou sur le fait qu'on reconnaît au prolétariat russe le droit de se donner un régime de soviets (droit que les fusils et les canons de l'armée rouge protègent remarquablement bien).

On ne peut pas dire non plus qu'est communiste celui qui admet la violence, la dictature, les soviets, mais seulement comme des formes et des aspects possibles du développement de la révolution, celui qui veut bien ne pas les condamner sans recours comme des dégénérescences antisocialistes et qui prend le risque de ne pas exclure que ces formes et ces aspects puissent, dans certains cas et dans certains pays, s'imposer comme une nécessité... qu'il juge déplorable par ailleurs.

La valeur et la vigueur de ces thèses marxistes tiennent à leur caractère général, au caractère exclusif de leur formulation quand on affirme, comme dans les écrits théoriques de Marx et d'Engels et dans les Thèses de la III^e Internationale, que la seule voie qui mène à l'émancipation du prolétariat, la seule voie qui va du pouvoir de la bourgeoisie à celui du prolétariat, c'est la voie de la lutte violente et de la dictature. Dogmatisme ? Schématisme ? Ignorance des formes multiples que peuvent prendre dans le temps et dans l'espace, pour mille et une raisons particulières, les développements de l'histoire ? Non, mais résultat d'un examen très vaste et puissant sur la base d'éléments innombrables tirés de la doctrine et de l'expérience pratique, et rassemblés non pas par un homme mais par une classe dans son mouvement de critique et de combat. Ce résultat établit qu'il existe dans le cours de l'histoire des traits fondamentaux uniformes qui constituent la base de la conscience et le guide pour l'action d'une classe luttant internationalement pour résoudre un problème — la fin du capitalisme — que l'histoire pose à une échelle toujours plus universelle. Le caractère général des grandes lignes du développement historique n'exclut pas, bien entendu, l'étude de chaque problème de détail dans ses aspects les plus variés et la résolution de chaque problème pratique par des moyens adéquats et multiples, mais qui ne doivent jamais entrer en contradiction avec le cadre général de notre critique et de notre tactique. Ceci dit, si l'on ne croit pas à ces traits uniformes et permanents dans l'histoire, il ne reste plus qu'à passer dans le camp de l'éclectisme sceptique de la bourgeoisie décadente et c'est ce que font effectivement d'abord sur le plan théorique puis sur le plan pratique ceux qui soutiennent le contraire des thèses communistes.

Il existe une position opposée à la position communiste qu'on pourrait qualifier de position social-démocrate pure. Nous ne parlons

pas de ceux qui affirment, en dépit de la situation héritée de la guerre, que le capitalisme doit encore vivre dans un développement graduel de ses formes, que la classe bourgeoise doit encore rester à la direction de la société et conserver le pouvoir dans ses mains. Nous ne parlons pas non plus de ceux qui aujourd'hui encore sont prêts à accepter la participation de représentants de partis prolétariens dans les ministères bourgeois. Quand nous parlons de position social-démocrate pure nous voulons parler de ceux qui soutiennent que le prolétariat doit — ou même simplement qu'il peut — accéder au pouvoir sans lutte violente, sans détruire le système parlementaire et la machine exécutive de l'État bourgeois et exercer le pouvoir pour la suppression du capitalisme sans la dictature, sans le régime des conseils ouvriers.

Certains prétendent que le prolétariat doit éviter tout cela et que la voie que défendent les communistes est en contradiction avec le... socialisme. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur ce point pour montrer que ceux qui voient une contradiction entre leur socialisme et la violence, la dictature, etc., prêchent un socialisme qui n'a rien de commun avec le marxisme ; ce socialisme, ils ont dû en hériter de quelque secte évangéliste ou de quelque congrès de la paix. Que ceux-là aillent donc dans le bazar de la pensée bourgeoise.

Mais même quand on fait simplement allusion à la possibilité que l'histoire résolve dans certains cas le problème du transfert du pouvoir au prolétariat sans que soient remplies les conditions révolutionnaires, on ne fait pas une innocente modification superficielle du marxisme, on nie le marxisme dans son principe. Pour admettre une telle éventualité, il faudrait que la structure législative et exécutive de l'État bourgeois puisse remplir telle quelle la tâche de l'expropriation du capitalisme. Or cette action implique la destruction de la constitution légale de l'État bourgeois. La représentation parlementaire n'a pas théoriquement une telle faculté. Il ne s'agit pas là d'un problème abstrait : dans les faits cela signifie qu'un ministre élu par la voie parlementaire peut compter sur l'appareil de l'État pour réaliser son programme tant que celui-ci ne sort pas de la légalité bourgeoise, c'est-à-dire tant qu'il ne met pas en cause la conservation des privilèges de la bourgeoisie.

Le jour où le gouvernement sortira de ces limites, l'armée, la police, l'administration ne le suivront plus et le renverseront s'ils s'obstinent. Et ils le renverseront non pas parce qu'ils auront juridiquement raison, conformément à leur position, et à leur serment de fonctionnaires de l'État bourgeois qui s'engagent à respecter et à faire respecter la constitution, mais parce que dans la réalité matérielle leur hiérarchie constitue l'engrenage d'une machine construite pour le capitalisme, lubrifiée et dirigée par la classe bourgeoise, et que cette hiérarchie n'abandonnera pas la bourgeoisie sans avoir d'abord jeté dans la balance le poids de sa force armée organisée. Cette voie social-démocrate pure n'est donc pas impossible. Ce qui est impossible, c'est qu'elle conduise à l'exercice du pouvoir par le prolétariat dans le but de supprimer le capitalisme. A un certain moment, la nécessité de la destruction violente de l'appareil d'État — destruction qui ne peut se faire sans violence matérielle, armée et organisée — apparaîtra de façon implacable. Nous verrons les conséquences d'une telle situation où la nécessité de la lutte violente n'a pas été prévue et comment la crise se résout par l'alliance entre social-démocrates et bourgeois. Ce qui est d'ores et déjà établi, c'est que cette conception social-démocrate renferme une incompréhension de la fonction de l'État, fonction qui apparaît

clairement dans la doctrine communiste marxiste, et donc même quand elle dit que le prolétariat doit prendre le pouvoir, la social-démocratie est en dehors du marxisme et contre lui, séparée de nous par un abîme ; et on doit considérer la position social-démocrate comme un rejeton théorique de la mentalité bourgeoise dans la mesure où elle abandonne le terrain marxiste sous le poids des préjugés démocratiques bourgeois dont la destruction est une nécessité indiscutable pour les marxistes.

Après avoir établi que cette tendance social-démocrate pure n'est autre qu'une pure tendance bourgeoise — ce qui corrobore la prévision selon laquelle ses représentants travailleront dans la pratique pour la bourgeoisie — nous allons examiner les tentatives que font certains pour trouver, entre la méthode communiste et l'autre méthode dont nous venons de parler, des solutions intermédiaires encore plus équivoques et insidieuses.

(Série à suivre.)

L'insurrection et l'armée

Certains ont voulu expliquer l'impuissance et la capitulation de l'Unité Populaire au Chili par le fait que l'armée est restée unie derrière son état-major.

C'est un vieil argument des adversaires de toute révolution qui se retranchent derrière la supériorité des forces de l'armée face aux masses populaires ou prolétariennes. A la rigueur, d'aucuns feignent d'envisager une lutte contre l'État culminant dans une insurrection, mais à condition que l'armée soit brisée avant la mobilisation des grandes masses contre l'État, à condition que l'armée soit en partie passée d'avance aux insurgés.

Dans l'Histoire de la Révolution Russe, Trotsky leur répond :

« Sans aucun doute, le sort de toute révolution, à une certaine étape, se décide par un revirement d'opinion dans l'armée. Contre une troupe nombreuse, disciplinée, bien équipée et habilement dirigée, des masses populaires dépourvues, complètement ou à peu près, d'armes de combat, ne pourraient remporter la victoire. Mais aucune crise nationale profonde ne peut manquer d'atteindre, à quelque degré, l'armée ; en sorte que, dans les conditions d'une révolution véritablement populaire, la possibilité s'ouvre — bien entendu sans garantie — d'une victoire du mouvement. Cependant, le passage de l'armée du côté des insurgés ne se fait pas tout seul et n'est pas le résultat de la seule agitation. L'armée est hétéroclite et ses éléments antagonistes sont liés par la terreur disciplinaire. Les soldats révolutionnaires, à la veille de l'heure décisive, ne savent pas encore ce qu'ils représentent comme force et quelle peut être leur influence. Bien entendu encore, les masses ouvrières ne sont pas homogènes. Mais elles ont infiniment plus la possibilité de reviser leurs effectifs au cours des préparatifs d'un conflit qui décidera. Les grèves, les meetings, les manifestations sont tout autant des actes de la lutte que des moyens de la mesurer. La masse n'est pas toute engagée dans la grève. Les grévistes ne sont pas tous décidés à se battre. Aux moments les plus graves, les plus résolus se trouvent dans la rue. Ceux qui hésitent, soit par lassitude, soit par esprit conservateur, restent chez eux. Ici, la sélection révolutionnaire se fait d'elle-même : les hommes sont tamisés par l'histoire. Il en est autrement pour l'armée. Les soldats révolutionnaires, sympathisants, hésitants, hostiles, restent liés par une discipline rigide dont les commandements se rejoignent, jusqu'au dernier moment, dans le poing de l'officier. Les soldats sont encore comme auparavant comptés comme de « première » ou de « deuxième » classe ; mais comment se répartiraient-ils en mutins et en soumis ? »

Le moment psychologique où les soldats passent à la révolution est préparé par un long processus moléculaire qui, comme tout processus naturel, atteint son point critique. Mais où placer exactement ce point ? La troupe peut être tout à fait prête à se joindre au peuple, mais ne pas recevoir du dehors l'impulsion nécessaire. La direction révolutionnaire ne croit pas encore en la possibilité de gagner à elle l'armée et les chances de la victoire. Après cette insurrection mûrie, mais non réalisée, une réaction peut se produire dans les troupes : les soldats perdent l'espérance qui les enflammait, tendront une fois de plus le cou sous le joug de la discipline, et, dès une nouvelle rencontre avec les ouvriers se trouveront dès lors dressés contre les insurgés, surtout à distance. Dans ce processus, les impondérables ou difficilement pondérables, les courants croisés, les suggestions collectives ou individuelles sont nombreux. Mais de cette complexe combinaison de forces matérielles et psychiques, une déduction s'impose d'une netteté irrésistible : les soldats, dans leur masse, sont d'autant plus capables de détourner leurs baïonnettes, ou bien de passer au peuple avec leurs armes, qu'ils voient mieux que les insurgés sont véritablement en insurrection, que ce n'est pas une manifestation après laquelle le trouper devra rentrer encore une fois et rendre des comptes ; qu'il y a lutte à mort ; que le peuple peut vaincre si l'on se joint à lui, et qu'ainsi non seulement l'on peut s'assurer l'impunité, mais des allègements dans l'existence. En d'autres termes, les insurgés ne peuvent provoquer un revirement dans l'état d'esprit du soldat qu'à condition d'être eux-mêmes prêts à arracher la victoire à quelque prix que ce soit, par conséquent aussi au prix du sang. Or, cette détermination supérieure ne peut et ne veut jamais se passer d'armes. »

L'arme essentielle d'une insurrection, surtout du prolétariat, c'est donc cette détermination supérieure qui ne peut être obtenue que si la lutte a une perspective révolutionnaire claire, c'est-à-dire une direction politique. C'est le Parti qui seul peut donner à la lutte révolutionnaire à la fois le programme, la tactique, l'organisation, la détermination communiste.

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 60

Au sommaire :

- Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste : Un sommet et une croisée des chemins (suite).
- Appendice.
- Sur Paul Mattick : l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

Après le Chili, place au « communisme des gens bien »

(Suite de la page 1)

car c'est le moyen de faire participer les masses populaires à la lutte pour défendre leur (?) pouvoir », car « au moment où le pouvoir des monopoles annonce clairement qu'il ne répugnerait pas à la violence minoritaire, nous ne lui ferons pas le cadeau royal de lui abandonner notre lutte pour l'extension des libertés démocratiques et pour le passage pacifique au socialisme » ; autrement dit, nous lui ferons le « cadeau royal » de lui présenter pacifiquement notre tête pour qu'il la coupe ! Plus que jamais, la tâche de « la classe ouvrière et des forces démocratiques » (deux personnages qui vont toujours ensemble, selon les « communistes » tricolores), c'est d'« assumer et de développer la légalité » alors que « à contrecourant du mouvement historique », la bourgeoisie « est amenée à la violer, c'est-à-dire à la vider de son contenu ».

Peut-être quelqu'un en bas de l'estrade demandera-t-il avec perplexité quel est « le garant, l'arbitre de la légalité » si pathétiquement invoquée ? Eh bien, « ce garant, cet arbitre, c'est le suffrage universel, c'est-à-dire la décision de la majorité du peuple ». Cela ne suffit pas ? Vous vous demandez peut-être comment, par quels moyens, avec quelles « armes » permettre le libre jeu des « forces objectives du développement historique » de façon que leur légitime et sacro-sainte domination s'oppose aux velléités réactionnaires du « pouvoir des monopoles » ? C'est simple, il s'agit d'« user des conquêtes démocratiques : droit de réunion, droit d'expression, droit de manifestation, droit de grève » (pour tous, bien entendu, même pour ceux qui font la grève sous forme de... lock-out !) et « compter, pour opérer les changements nécessaires, sur les progrès de la conscience politique et considérer comme décisive la bataille idéologique ». Droit contre force, idées contre canons, c'est vraiment le moment de dire : Amen !

En parfait accord avec ce qui précède, accord qui contredit toute prétention à des « voies nationales » (la différence entre les P.C. français et italiens étant que sur le drapeau tricolore qui leur est commun, l'un a du bleu et l'autre du vert), Berlinguer, le secrétaire du P.C.I., va plus loin que son homologue français, comme cela ressort des colonnes des nos 30 et 40 de *Rinascita*, dont les citations suivantes sont tirées. Son rêve, comme par hasard, est de retrouver l'unité forgée dans la résistance, unité qui va « du prolétariat aux paysans, des vastes couches de la petite bourgeoisie aux groupes de la moyenne bourgeoisie progressiste, à une grande partie du mouvement catholique de masse, et aussi à des formations et des cadres des forces armées ». L'objectif immédiat, c'est d'« étendre le tissu unitaire, de rassembler

autour d'un programme de lutte pour le rétablissement et le renouveau de la démocratie de la société tout entière et de l'Etat la grande majorité du peuple, et de faire correspondre à ce programme et à cette majorité un alignement des forces politiques capable d'isoler et de battre les groupes conservateurs et réactionnaires ». Ainsi l'on avance dans la direction d'un régime socialiste « qui garantisse le plein exercice et le développement de toutes les libertés » (c'est nous qui nous permettons de souligner ces phrases historiques). Et surtout qu'il ne vienne à l'idée de personne de partager la conclusion « proposée par quelques malheureux » (qui se trouvent peut-être dans les rangs du P.C.I. et sûrement dans le prolongement extra-parlementaire de ce parti) qui veulent « abandonner le terrain démocratique et unitaire au profit d'une stratégie qui n'est qu'une fumisterie et dont l'issue évidente est l'isolement rapide et inévitable de l'avant-garde et sa défaite » ! A Dieu ne plaise : « Nous pensons au contraire que si les groupes sociaux dominants veulent briser le cadre démocratique, couper en deux le pays (qui est aujourd'hui,

on le sait uni de façon enthousiaste) et déchaîner la violence réactionnaire (qu'on ne s'y trompe pas : pour Berlinguer et Cie, toute violence est réactionnaire en tant qu'elle est dirigée contre les temples sacrés de la démocratie), ceci doit nous inciter encore plus à défendre la cause de la liberté et du progrès démocratique, à éviter la division verticale du pays et à nous engager avec encore plus de fermeté, d'intelligence et de patience à isoler les groupes réactionnaires et à rechercher l'entente (Allende, pour sa part, n'avait pas assez cherché !) et la convergence de toutes les forces populaires ». Ceux qui croient à la « manœuvre » tactique derrière laquelle on garderait en réserve on ne sait quel « dessein stratégique » ne doivent pas se faire d'illusions : il n'y a aucune « dualité de perspective et de préparation tactique », aucune « double stratégie » : démocrates nous sommes, démocrates nous resterons !

Toutefois il y a chez Berlinguer quelque chose de plus, un petit pas en avant par rapport à son collègue français. Cela concerne la Chambre des députés et ses perspectives futures dans le

cadre de la voie « pacifique et démocratique au socialisme ». Et ici le chantre de Dame Démocratie se surpasse : « dire que nous considérons le Parlement (avec un P majuscule, que diable !) comme une institution essentielle de la vie politique italienne », n'est pas suffisant. Ce qu'il faut ajouter, c'est que cela est vrai « non seulement aujourd'hui, mais aussi dans la phase de transition au socialisme et au cours de sa construction ». Encore une fois, là-bas, au fond de la salle, il y a quelqu'un qui se souvient peut-être vaguement des thèses de Lénine et de la III^e Internationale selon lesquelles « le communisme se refuse à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future, se refuse à y voir une forme de la dictature de classe du prolétariat, nie la possibilité de la conquête durable des parlements, se donne pour but l'abolition du parlementarisme », et selon lesquelles c'est dans ce sens, « mais uniquement dans ce sens », que le communisme parle d'utiliser le parlementarisme. Que ce débris fossile d'une époque pré-historique cesse de se bercer d'illusions : pour nous, « communistes » tricolores, le parle-

ment n'est pas, « comme à l'époque de Lénine, seulement une tribune pour dénoncer les maux de la société capitaliste et pour la propagande du socialisme ». Cela, on pouvait le penser à l'aube de la vie sociale dans cette vallée de larmes, dans les cavernes néolithiques d'un Kremlin non encore « civilisé », quand régnait encore la loi de la « guerre de tous contre tous », la loi brutale de la survie physique. Depuis ces temps reculés, le « communisme » a avancé à pas de géant : il ne voyage plus en train, et moins que jamais en train blindé, il est chez lui dans les parlements, et ne voyage plus qu'en jet ; ses dirigeants appartiennent au club international qui se réunit dans le ventre tiède des appareils supersoniques ; ils possèdent la science et la technique de l'ère bienheureuse du management, s'habillent à la dernière mode et sont sur tous les plans up to date.

Détruire le parlement, comme le criait du fond des forêts primitives Vladimir Ilitch ? Quelle horreur ! Quelle folie barbare ! Les temps ont changé, camarades, nos moyens aussi : ce soir, Allende ou pas Allende, on fait un bridge !

Syndicats « civilisés » et grèves « sauvages »

(Suite de la page 1)

talistes investissent quand ils voient qu'il y a du profit en perspective ; quant au prolétaire qui en subit le contrecoup — par incapacité de lutter, par résignation ou réformisme — rien ne lui garantit une stabilité des prix ou de l'emploi. Même lorsque nous autres, métallurgistes, rapportons par tête plus de 4.000 marks par an aux patrons comme en 1969, nous n'assurons par là ni notre niveau de vie ni notre place, mais seulement des profits accrus permettant des investissements accrus, une accumulation accrue du capital et donc un pouvoir accru sur nous. Que le patron ait plus ou moins besoin de notre force de travail dépend du développement du marché, du fait que les produits allemands trouvent — comme jusqu'à présent — ou non un large débouché. Et le patron ne peut rien nous garantir car lui-même n'en sait rien ! Le volume et l'expansion du marché mondial, l'offre et la demande, dépendent d'un ensemble de facteurs complexes où chaque capital particulier n'a aucune influence, et encore moins les besoins des ouvriers.

Voyons maintenant le jeu des syndicats. Comme chaque année, il se déroule en trois temps. D'abord on réplique démagogiquement aux menaces patronales : nous ferons ceci et cela, nous « imposerons », etc. Ensuite, on réunit les commissions de salaire, d'abord à l'échelon de l'entreprise, puis de la localité, de la région et enfin la « grande commission des salaires » : toutes ces commissions avancent comme taux d'augmentation à exiger, qui 17 %, qui 20 ou 15 %. On fait des consultations « démocratiques », référendums, etc., puis on passe à la troisième phase : la négociation et la signature de l'accord sur la base du taux d'augmentation fixé d'avance entre les acteurs de la farce.

En 1973, ça s'est passé comme ceci : les commissions locales proposent à la commission centrale une augmentation de 16 % ; la commission centrale réduit l'exigence à 11 %, compte tenu de la politique de stabilisation du gouvernement ; la base accepte cette proposition, et les négociations s'ouvrent. Les confédérations patronales, comme provocation, offrent un maximum de 5,5 %. Les syndicats organisent un référendum et 97 % des votes se prononcent pour une lutte pour les 11 %. Comme la comédie traîne, on passe à la troisième phase : on se met d'accord sur la proposition, « raisonnable », de 8,5 % ; on consulte la base et celle-ci s'abstient à 20 %, est contre à 50 % (70 % dans certaines régions) et favorable seulement à 24 %. Et, comme il faut

draît 75 % des voix pour repousser l'accord, les syndicats signent les 8,5 %.

Au premier trimestre de 1973, l'augmentation des dividendes par rapport à 1972 atteignait déjà 20 %, la productivité réelle avait crû de 12 % et les commandes de 45 %. Mais l'inflation et les taxes avaient augmenté aussi ; officiellement, on admettait une hausse générale de 7,8 à 8,8 %, mais en réalité la hausse des produits de première nécessité était bien supérieure : viande 15 %, fruits 18,5 %, poissons 23 %, pommes de terre 55 %, pain 20 %, essence 22 %, assurance automobile de 30 à 100 et même 200 %.

Les patrons exigeaient des heures et des équipes supplémentaires comme seul moyen de satisfaire les commandes ; la semaine de travail

passa de 40 à 50 heures, et c'est seulement en échange des heures supplémentaires que les ouvriers purent avoir une augmentation réelle de salaire.

Après la référendum sur les 8,5 %, le secrétaire général de l'IG Metall (Fédération des métaux) déclarait que le syndicat s'était trompé dans l'évaluation du degré de conscience. A quel point il s'était trompé, cela commencera à apparaître dans la presse bourgeoise quelques semaines plus tard avec les premières informations sur — horreur ! — les grèves dans telle ou telle usine. Les grèves, que la bourgeoisie appelle maintenant sauvages, continueront à occuper les pages des journaux et passeront même à la une avec la grève de Opel et de Ford.

Développement du mouvement

La première grève éclate chez Hoesch et chez Mannesmann, où 15.000 ouvriers arrêtent le travail et exigent une prime de vie chère. L'obtention de ce supplément de salaire montre la voie non seulement aux ouvriers des autres usines, mais aussi aux patrons et aux fonctionnaires syndicaux. En effet, alors qu'en février ni les uns ni les autres ne voulaient entendre parler de grève ou de supplément de salaire mais revendiquaient la légalité salariale (les accords sont signés pour un an et les deux parties s'engagent à les respecter), ils se réunissent fin avril pour fixer un supplément ; cette réunion au niveau national ayant échoué, on assiste à une floraison d'accords au niveau de l'entreprise qui se répandent en toute hâte et plus vite que les grèves. Ainsi, après la grève de Ford et au point culminant du mouvement, le total des grévistes représente seulement 1 % des travailleurs de l'industrie métallurgique ; depuis février, moins de 3 % des ouvriers ont fait grève pour un supplément de vie chère, alors que 50 % environ le reçoivent sous des noms divers. En somme, là où 3 % des métaux allemands ont pris à faire grève pour une rallonge à l'augmentation de salaire, 47 % d'entre eux la touchent sans avoir besoin de se battre, grâce aux bons offices de ceux-là

mêmes qui, en janvier, avaient accepté les 8,5 %, les représentants d'usine de l'IG Metall. Ceci démontre seulement que pour l'instant, ni dans les usines ni dans le prolétariat, ces forces n'ont subi de défaite idéologique ou physique. Par ailleurs, le caractère plus ou moins réformiste, d'une lutte ouvrière n'est pas déterminé par ses motivations immédiates, mais par le développement qu'elle peut ou non connaître. Peut-être faut-il voir la réponse du prolétariat moins dans la grève que dans les 52 % qui ont voté contre l'accord de janvier alors que la bourgeoisie, l'appareil syndical et la presse, ont développé une propagande massive pour convaincre les ouvriers que 8,5 % était plus que juste et raisonnable.

D'avance, les ouvriers n'ont que méfiance pour l'issue du « ballet » salarial. Et il est certain que depuis la crise de 1966-67 il y a du mécontentement parmi les ouvriers allemands. Mais, cette fois, il est renforcé par l'inflation qui crée une situation difficile, supportable seulement dans la mesure où le travail hebdomadaire passe de 40 à 45 ou 50 heures. La suppression des heures supplémentaires a d'ailleurs peut-être joué un rôle dans le déclenchement de certains conflits, comme chez Opel.

Le mouvement a donc débuté par l'entrée en grève des ouvriers de l'acier presque aussitôt après l'accord, chez Mannesmann et puis Hoesch. Dans la métallurgie, la lutte démarre en mai-juin, et a son foyer principal dans la zone industrielle de Mannheim. Ici, en quelques jours, plus de vingt usines se trouvent en grève. (On peut noter la grève particulièrement dure à la John Deere ; il est remarquable que les entreprises à capital amé-

ricain sont les plus fermes : elles ne veulent pas nuire à l'autorité du syndicat en acceptant des hausses des salaires en dehors des accords !). Même si toutes ces grèves n'ont pas permis d'atteindre les objectifs de départ, dans tous les cas le patronat a concédé des suppléments plus ou moins élevés de vie chère, ce qui constitue déjà une rupture de l'accord par l'un des contractants, le patronat. Ceci étant, le syndicat aurait pu encore négocier la dénonciation de l'accord et prendre l'initiative du mouvement ; de fait il l'a tenté, mais les négociations entamées en mai dans ce but n'ont conduit à rien, et il ne pouvait en être autrement, car cela aurait signifié que le syndicat prenne la tête d'un mouvement de grève — déjà commencé de son propre chef — et l'étende à toute l'Allemagne.

En juin, la grève gagne diverses usines de Brême, en particulier la Vulcan, où elle dure plusieurs jours avec des manifestations quotidiennes. Puis l'usine Kloeckner ; c'est une des usines qui, comme Hoesch, s'est déjà distinguée dans le mouvement de 1969. La bourgeoisie allemande, inquiète, montre clairement sa rage : pour la première fois la presse, la radio et la télévision lancent une campagne de diffamation contre les grévistes. En même temps se précise la politique qui servira ensuite de modèle et sera appliquée avec la plus grande intensité chez Ford : 1) discrimination entre étrangers et Allemands, les seconds recevant des lettres avec des offres ; et les premiers des lettres de licenciement ; 2) si la grève persiste, intervention de la police.

Quand le travail reprend chez Kloeckner, la bourgeoisie doit rester sur le qui-vive : en même temps la presse annonce de nouvelles grèves chez AEG, VW, etc. On parle d'un « automne chaud » ; mais les métaux n'attendent pas l'automne et en juillet l'usine Hella à Lippstadt est en grève ; malgré l'intervention massive de la police, cette grève sera une des plus réussies avec celle chez Pierburg à Neuss en août. Vers la mi-août, on arrive au point culminant qui voit Opel et Ford en grève et quelque 50.000 grévistes dans un seul district de l'IG Metall.

(Suite au prochain numéro.)

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Proletaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 18 (27 settembre 1973) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA di cui diamo il sommario:

- Dopo il Cile, avanti col « comunismo-bene ».
 - Ancora il Medio Oriente.
 - Flussi e riflussi dell'economia capitalistica.
 - Ancora sul « pensiero di Mao », espressione della rivoluzione democratico-borghese in Cina e della controrivoluzione antiproletaria mondiale.
 - Teoria e prassi del riformismo sindacale.
 - 35^e anniversario della « IV Internazionale ».
 - « Lotta continua » e il partito di classe (lo spontaneismo si camuffa invano).
 - Un'orgogliosa battaglia proletaria a Genova.
 - Nostri interventi : Petrolchimico Porto Marghera.
- Abbonamento annuale : 20 F.

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les N.M.P.P.